

M. McGrath: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Compte tenu de la réponse du ministre, songera-t-il maintenant à présenter une mesure en vue de dissoudre le comité des transports, puisque ce dernier ne peut poursuivre son étude?

M. l'Orateur: A l'ordre.

LES MÉDICAMENTS

LES MESURES ENVISAGÉES POUR LA COMMERCIALISATION DES ANTIBIOTIQUES

M. T. C. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les îles): J'aurais une question à poser au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Comme la Food and Drug Administration des États-Unis a annoncé son intention d'arrêter la vente de 78 médicaments contenant des antibiotiques qui, à son avis, exposent les malades à des risques inutiles, je voudrais demander au ministre si son ministère est en rapport avec la Food and Drug Administration et s'il a l'intention de prendre des mesures semblables au sujet de ces médicaments.

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Nous examinons la question et étudions le genre de mesures à prendre. Je ne donne aucune précision aujourd'hui; j'attendrai que notre étude soit terminée. J'espère que ce sera le plus tôt possible.

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les îles): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. J'aimerais savoir s'il y a, entre le ministre canadien de la Santé et la Food and Drug Administration des États-Unis des rapports constants qui nous permettent de connaître les résultats de ses recherches et de les mettre à profit lorsque nous nous occupons de médicaments, dont un bon nombre sont fabriqués aux États-Unis.

L'hon. M. Munro: Il y a toujours des rapports très étroits entre la Food and Drug Administration et notre Direction des aliments et drogues.

LA SÉCURITÉ NATIONALE

LE DÉPÔT DU RAPPORT DE LA COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE

L'hon. Robert Stanfield (chef de l'opposition): J'aurais une question à poser au premier ministre. Je tente depuis près de six mois de savoir quand il a l'intention de déposer le rapport de la Commission d'enquête sur la sécurité et j'ai déjà posé la question cinq

ou six fois. Le premier ministre pourrait-il nous dire à quelle date précise le rapport sera déposé?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je ne saurais indiquer de date précise mais j'espère que les députés pourront examiner le rapport au cours du congé d'été, sinon avant.

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, soyons sérieux. Le premier ministre ne se rend-il pas compte que ce retard fait naître dans l'esprit des gens bien des soupçons au sujet de ce rapport?

Le très hon. M. Trudeau: Non, monsieur l'Orateur.

L'INDUSTRIE

LA DEVCO—LA RETRAITE OBLIGATOIRE DES MINEURS

M. Donald MacInnis (Cape Breton-East-Richmond): Monsieur l'Orateur, j'ai encore une question pour le ministre au sujet du régime de retraite de la Devco. Peut-il nous dire si les négociations se poursuivent avec les syndicats des chemins de fer visés par ce régime?

[Français]

L'hon. M. Marchand: Monsieur l'Orateur, sous le couvert du privilège, avant que je réponde à la question, tout à l'heure, l'honorable député a indiqué que je semblais me réjouir du fait qu'il ne comprenait pas ma réponse.

Vous pouvez être assuré, monsieur l'Orateur, que je me réjouirais beaucoup plus s'il comprenait parfois ce que je dis. (*Applaudissements*)

Voici la réponse: les négociations entamées avec les employés des chemins de fer et les mineurs sont terminées et le programme s'applique à l'ensemble des opérations de Devco.

[Traduction]

M. MacInnis: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Le ministre a dit que le régime était maintenant officiel. Ce n'est pas exact, car le Conseil du Trésor ne l'approuvera pas avant demain. Il se trompe donc à cet égard. De plus, les malentendus précédents sont nés des termes employés et non du fait que je ne comprenais pas ce qu'il disait. J'estime que le ministre n'a pas compris la situation, car, si je ne le lui avait pas signalé, il n'aurait pas su que le régime ne serait pas officiel avant demain.

A dix heures, monsieur l'Orateur.